



Présentation

Situation actuelle de l'Espagne à partir de deux points de vue

A) Les bukaneros [boucaniers], supporters de l'équipe de football du Rayo Vallecas (en 1^{ère} division et d'un quartier ouvrier du sud de Madrid, ex

zone de bidonvilles des Andalous et gens d'Extrémadure dans les années 1950-1960).

Créé en 1992, ce groupe reprend la tradition revendicative de Vallecas, ce quartier connu pour ses luttes, sa radio libre, et dont les habitants –comme dans tout le pays- subissent aujourd'hui la crise. Les membres du groupe se définissent comme "anticapitalistes, antifascistes et anti racistes". De plus, ils se positionnent contre la conception du "football-gros sous" (El País, 12.01.13).

Sur leur page web, on lit "Rayo Vallecano, symbole et fierté de la classe ouvrière qui tous les dimanches va au nouveau stade de Vallecas voir du football pur et s'évader de la réalité quotidienne. C'est pour cela que sur tout notre matériel on ne voit que le vieux blason de notre équipe, pour nous c'est l'authentique. Nous ne voulons pas d'un Rayo à des fins publicitaires ou de propagande, nous désirons seulement celui d'autrefois et qui par moments récupère son véritable esprit lorsqu'il s'éloigne des autres intérêts".

En 1997 les bukaneros ont organisé les *Journées contre le Racisme*, qui continuent une fois par an. Puis, ils ont participé aux actions contre Josué Estébanez, un néonazi et soldat de l'armée de Terre qui a assassiné dans le métro de Madrid (sous les caméras) le jeune antifasciste de 16 ans Carlos Palomino d'un coup de poignard, qui allait à une manifestation anti fasciste [ce bulletin N° 28, 06.06.08; N° 30, 24.09.08].

"Non à la guerre impérialiste en Lybie. PP-PSOE c'est la même merde" ou "Lutter est notre destin, avec la rage d'un enfant palestinien, stop au génocide d'Israël". C'est des banderoles arborés dans le stade du Rayo Vallecas. En 2012 on a vu ces supporters avec des

grandes pancartes et de feux de bengales lors de l'accueil à Madrid de la « Marche noire » des mineurs en grève [N°44-45, 27.09.10].

Actuellement les bukaneros s'en prennent à Cristina Cifuentes, déléguée du gouvernement Rajoy dans la Communauté de Madrid. Son mari est en "domicile inconnu depuis avril 2012, au moins, pour 45.000 euros de salaires non versés (+ 932 d'intérêts et 1.500 euros de frais) à un



employé. C'était aussi une personne importante du PP.

Le 14 novembre 2012, jour de la dernière grève générale, des policiers ont perquisitionné le local des bukaneros à la recherche d'armes. Et ils ont saisi des feux de bengale, des fusées, des casques de moto et des boucliers artisanaux. Les bukaneros ont dit que c'était pour l'animation dans le stade.

D'où la banderole faisant allusion à cette "visite" et au mari de Cristina Cifuentes: *"1.400 policiers devant le Congreso [= parlement] et ton mari est toujours en fuite. Cifuentes démission"*. Puis une autre *"Après une fouille rigoureuse de notre local tu n'as pas trouvé ton mari. On désire qu'il apparaisse, jolie femme"*.

Le même jour la police a arrêté un bukanero Alfonso Fernández, *Alfon*, 21 ans, quand il se dirigeait vers un groupe d'information avec sa famille. Il a été accusé d'avoir un sac avec des "engins explosifs" en fait, deux bouteilles d'essence, des *sprays* et des pétards.

Alfon est resté 56 jours en détention préventive sous le régime FIES d'isolement [Fichier des internés en suivi spécial]. Une application de la loi antiterroriste sur le modèle de celle des États-Unis.

Alfon est sorti de prison le samedi 12 janvier 2013 et les bukaneros scandaient *"Cifuentes escucha, Madrid está en la lutte ; Cifuentes écoute, Madrid va en découdre [=est en lutte]"*.

[...] nous n'avons pas de biens matériels dont nous pouvons nous servir comme arme, à la différence des autres. Nos armes sont nos esprits. Et il faut être d'aplomb à tout moment et savoir comment assumer toute situation et l'instant ou le rôle qu'on va jouer dans une période de l'histoire. [...] L'équilibre de nos esprits est la seule chose que nous avons pour leur faire face. [...] Je ne suis pas un héros. Un héros c'est chacun des jeunes qui va dans la rue pour être organisé afin de changer cette société injuste et ce système économique, politique. Il s'organise, il se défend. Ne vous en faites pas, la peur va changer de camp.

(*Público*, 12.01.03).

B) La réalité de la corruption du premier ministre dépasse la fiction

On le voit avec la distribution de pots de vin à droite (par une seule source, son propre parti), cas du premier ministre, *El País* du 3 février 2013 (http://elpais.com/especiales/2013/caso_barceñas/todos_los_papeles.html).

Rien qu'entre octobre 1991 et novembre 1999, il a touché (de façon presque constante) par tranche trimestrielle minimum de 6.300 euros et maximum de 21.000 euros un total de **84.083 euros**.

Rajoy s'est augmenté son salaire de 30 % tout en réclamant la modération salariale; le premier ministre publie ses revenus, mais uniquement depuis qu'il ne fait plus partie du



*gouvernement [vice premier ministre] de José María Aznar en 2003. Le Parti populaire au lieu de le rétribuer 157.000 euros en 2007 est passé à 200.000 en 2011 (*El País*, 09.02.13).*

On ne peut qu'apprécier la caricature de Forges « À l'enveloppe (des pots de vin) » (*El País*, 09.02.13).

Il semble que le premier ministre irradie les scandales (à droite) et les

chiffres du chômage (officiel) augmentent.

Le pire est la continuité des exigences d'austérité de l'UE et autres organismes totalitaires capitalistes sur le dos des salariés, ex salariés (en maintenant les aides au plus bas) et sur les retraités (en gelant ou baissant leurs revenus). Comme Moubarak et Bab Ali (et auparavant, Mobutu et Bokassa) -en laissant leur côté répressif tchékiste- Mariano Rajoy a la cote auprès des banquiers et leurs employés (Angela Merkel et François Hollande).

La plupart des Espagnols –même à droite où le silence actuel de l'ex premier ministre



de droite Aznar est éloquent- sont devenus anti Rajoy. D'où la lucidité et la vérité qui jaillissent du slogan catalan sur la pancarte de la manifestante *Le secret de la liberté consiste à éduquer les personnes. Celui de la tyrannie est de les maintenir dans l'ignorance* (Photo de Mónica Torres, *El País*,

10.02.13).

Contenu

Présentation

p. 1

1) Luites en cours

1 – 1 En lutte pour ne pas sacrifier notre santé pour leurs affaires p. 4

1 - 2 Qu'est-ce l'Assemblée populaire de Madrid et à quoi sert-elle? Que signifient ces sigles ? Petites actions p. 4

1 - 3 Multinationale et gouvernement autonome versus les licenciés (il y a 5 ans) les ex travailleurs de Delphi qui occupaient la Délégation du gouvernement d'Andalousie à Cadix ont été expulsés p. 7

1 – 4 La grève générale du 14 novembre 2012 en Espagne p. 8

1 - 5 Usines récupérées et autogestion dans la nouvelle réalité espagnole p. 9

2) Mémoire historique

2 – 1 Hommage à Agustin Garcia Calvo p. 11

2 – 2 In memoriam: Juan Pérez Silva, le fils de la Libertaria p. 12

2 - 3 Cipriano Mera toujours calomnié 73 ans après... p. 12

3) Sacré pays

3 – 1 le médecin du Madrid Arena [Viñals, 77 ans, ex conseiller de la Santé du parti populaire à Madrid] n'était pas habilité p. 13

3 – 2 Le réseau familial se déchire. La troisième âge dépasse les jeunes sur le plan des capacités de dépenses à cause de la crise p. 13

1) Luites en cours

1 – 1 *En lutte pour ne pas sacrifier notre santé pour leurs affaires, madrid 15m décembre 2012, n° 9.*

Le 18 novembre dernier une «marée blanche» a inondé Madrid. Elle est partie des endroits où on agit pour la santé pour arriver au siège du gouvernement régional, où on travaille pour les affaires. Cela a été l'expression visible d'une lutte qui dure depuis des années, mais qui n'a jamais été aussi massive ni aussi assembléeire ni une partie aussi claire d'une lutte mondiale entre l'humanité et l'argent: « Ils sauvent les banquent et nous les gens ».

Les difficultés pour vaincre l'énorme puissance des forces des privatiseurs sont nombreuses, nous avons besoin, entre autres, de surmonter les entraves des bureaucraties syndicales conciliatrices et les points de vue étroits. Cependant, la massification du conflit continue et la possibilité de maintenir une mobilisation massive, soutenue et disqualifiant le système se heurte au malaise d'une population qui en a assez qu'on lui vole même ce qui est le plus nécessaire

Le système sanitaire public de Madrid en danger La santé publique madrilène est en voie d'anéantissement par le doublé tir exercée contre elle par le PP depuis le gouvernement central et par le gouvernement autonome. En mai, le gouvernement de Rajoy, par le biais du décret royal 16/2012, a attaqué des aspects fondamentaux comme l'universalité des soins et son caractère solidaire; avec le nouveau système de « repago » ce n'est plus celui qui a des revenus plus élevés qui paie, sinon celui qui est le plus souffrant. [...]

Le 15M, de son côté, a eu une énorme influence sur les origines de cette lutte, car il a poussé et soutenu la Coordination des hôpitaux, née en juillet dernier, et vu que l'ensemble du mouvement est empreigné de la philosophie assembléeire du 15M. Et le rôle du 15M peut devenir encore plus grand, galvanisateur et unificateur de la mobilisation par quartiers et par villages. Texte: Javier Cordón, travailleur de l'hôpital Ramón y Cajal et membre de la Coordination des hôpitaux et des Centres de santés.

Plus d'un million de signatures en faveur de la défense de la santé publique, de professionnels et d'usagers de la santé madrilène, ont été remise le 30 novembre au matin à la Conseillerie de la CAM [Communauté autonome de Madrid].

1 - 2 *Qu'est-ce l'Assemblée populaire de Madrid et à quoi sert-elle? Que signifient ces sigles ? Petites actions*

L'Assemblée des localités de la province et des quartiers de Madrid a surgi comme lieu de rencontre et de coordination entre les assemblées de quartiers une fois que, après la décision prise Puerta del Sol, de déplacer l'organisation assembléeire du 15M dans les rues et les localités de la province de Madrid. Cette stratégie a permis une plus grande présence locale, mais elle a également dérivé sur une baisse de l'attention sur les questions globales, de sorte qu'il a été jugé important de maintenir une ligne d'action et de réflexion commune, de coordonner les actions des différentes assemblées depuis un niveau supra local. C'est pour cette raison que l'Assemblée Populaire de Madrid (APM) a commencé à fonctionner comme un espace de présentation des propositions d'action ou de débat entre les assemblées.

Quelques mois après avoir commencé à travailler dans ce sens, nous, les assemblées participantes, nous avons senti le besoin de doter l'APM de capacité décisionnelle, pour faire avancer les propositions vers une direction unifiée et obtenir que les débats en assemblées nous amènent à construire collectivement leur contenu et non pas seulement à additionner

des soutiens ou pas. Nous avons travaillé sur cette nouvelle conception de l'action commune et pour nous doter d'un moyen d'y arriver à travers la recherche du consensus. Nous avons consacré presque une année entière à un débat interne qui finalement a donné naissance à un mode de fonctionnement et d'adoption des résolutions de l'APM.

Comment ça marche?

Dans l'APM actuelle les assemblées participantes (celles qui se positionnent dans un certain sens sur les propositions d'action ou de débat) discutent sur ces propositions en adoptant une position de soutien ou d'opposition de façon totalement souveraine. Leurs porte-parole viennent avec leur position à l'APM, et y présentent les appuis obtenus et on traite des vues divergentes pour arriver à un rapprochement des idées. On recherche des formules pour résoudre les divergences et, ainsi, on reformule les propositions. Une proposition (qu'elle soit restée à son état initial ou qu'elle ait été modifiée par le travail de toutes les assemblées) peut être réexaminée jusqu'à quatre fois (quatre APM) avant de voir si on peut l'approuver par consensus total ou pas. L'objectif prioritaire du procédé est de chercher le consensus, mais si les quatre réunions se sont déroulées sans intégrer ou accepter les différences dans la proposition, elle pourrait alors être adoptée par les 4/5 des assemblées participantes des deux derniers mois.

Cette procédure est en phase d'essai depuis cet été et elle sera évaluée prochainement pour voir les points forts et améliorer les aspects qui pèchent, mais elle a porté ses fruits dans plusieurs actions, approuvées par consensus, et dans un manifeste où toutes les assemblées participantes ont pu présenter des apports et des opinions. Le consensus est publié sous forme de voix commune, ce qui démontre que, malgré l'éclectisme de ce mouvement et sa complexité et la lenteur du système assembléaire de prise de décisions, il est possible de se mettre d'accord, de communiquer et d'agir, pas seulement en additionnant des positions mais aussi en collaborant au processus de construction préalable de chaque action que nous effectuons. C'est un bon symptôme et, même s'il reste encore beaucoup à faire, il nous donne l'espoir que le travail que nous faisons dans nos quartiers a une importance de plus en plus sociale. Par conséquent, nous considérons qu'il est essentiel d'augmenter le nombre d'assemblées participantes, d'intégrer de plus en plus de gens et d'avancer dans l'amélioration de notre organisation. Sans elle, nous n'obtiendrons pas la force nécessaire pour la transformation si nécessaire du système économique et politique qui nous asphyxie et nous réprime tous les jours davantage. Nous vous attendons pour partager cette lutte !

Le Secrétariat de l'APM dans sa rotation actuelle: Assemblées populaires de Montecarmelo, Tetuán, San Blas y Chueca. Texte: Secrétariat APM (<http://madrid.tomalosbarrios.net>).

Petites actions

a) Jette tes ordures dans la benne de la crise

Je sors de chez moi un mardi en moto avec deux cabas d'Ikea, les grand bleus. Je stoppe devant la benne devant chez moi et je remplis les deux super cabas de sacs poubelles, au cas où je n'en trouve pas assez à jeter. Bien sûr, un voisin me voit et me demande "si j'ai besoin de quelque chose." Ehem ... Nous sommes tellement habitués à voir des gens qui fouillent dans les poubelles ... Je lui explique et il se tranquillise. C'est ce qui me semble. Je prends la rue Doctor Esquerdo et devant la première banque Sabadell je vide mon premier super cabas Ikea. Merde, je me rends compte que la banque a une caméra branchée. Je relève un peu mon foulard et enfonce mon casque à max. J'arrive devant une succursale de Bankia, et je vois la benne poubelle sur le trottoir qui déborde d'ordure, j'en décharge la moitié. Un passant qui me voit mettre une affiche sur la porte du banque me demande si je peux lui en donner des photocopies. Il vient de l'assemblées de la plate-forme des personnes affectées par l'hypothèque et il va le faire également. Nous sommes collègues d'assemblées, alors je lui

donne ce que j'ai. Je poursuis mon chemin, quel plaisir, il y a une foultitude de banques dans ce pâté d'immeubles: Caja Rural, Banco Santander (deux succursales au lieu d'une). Je passe devant le Banco Popular et je ne laisse pas de petit cadeau, parce que pour les 13 expulsions qu'il a dû faire ces dernières années, il a accordé à chaque fois un loyer social et ça mérite un bravo par les temps qui courent. Pour le Santander, de la place de Manuel Becerra, je vide le dernier super cabas Ikea et je suis bien satisfaite. Et je me dis en moi-même, sur le chemin du retour: "Il y en a un autre! (j'en ai fait trois). Un Santander à côté du marché Marqués de Zafra" Donc j'y vais. Je m'arrête, je prends quatre sacs dans la benne, et avec l'adresse acquise et vu l'heure avancée, et au bout de six ou sept banques, je lance les quatre sacs à un mètre de distance, sans m'approcher du Santander, pas plus. À quoi bon? Là-dessus, une femme sort d'une voiture banalisée garée tout près, sa carte de police en main, qui me dit:

-Police, bonne nuit. Mais qu'est-ce vous faites?

-Bon, je réponds, vous voyez, je jette des ordures.

- Mais ça alors! -Et son collègue sort aussi du véhicule.

Je ne peux pas faire autrement que leur expliquer que cette nuit nous avons une action: "Jette tes ordures dans la benne de la crise", je lui montre la porte du Santander avec son slogan "Paye ton hypothèque en nature», et je lui montre les sacs poubelle, pour que la chose soit très claire.

Il y a un certain désarroi des ménages flicardes, et le flic me dit:

-Vous pouvez comprendre que nous ne pouvons pas vous laisser faire ça.

Et je lui sorts discours de la désobéissance: la désobéissance de tous, la vôtre et la mienne. Le Santander, avec sa société UCI, a expulsé des milliers de familles dans ce pays ... Tous les deux me disent qu'ils sont totalement d'accord avec moi, et nous arrivons à un accord: je mets les sacs dans la benne et je continue (il y a beaucoup de rues, beaucoup de banques ...) avec ma moto et les ordures. Nous nous sommes salués et ils rentrent dans leur voiture, j'imagine qu'ils se croient dans un télé film sur Miami. ■
Texte: A. P. Plaza Dalí

b) Quand je serai vieille je veux être comme ma fille (la mère d'une indignée que s'est aussi indignée)

Lorsque dans la vie des événements importants ont lieu, on se demande au bout d'un certain temps:

« Où est-ce que j'étais ce jour-là? ». Je me souviens de ce que j'ai fait le 23F [23 février 1981], le coup d'état de Tejero. Je me rappelle aussi parfaitement le 11 septembre, quand les tours jumelles sont tombées. Un 11 septembre m'angoisse encore, celui pendant les attentats terroristes de Madrid (11.09.2004).

Et maintenant je me demande où je me trouvais le 15M lorsque des milliers de personnes manifestait Puerta del Sol? Eh bien, j'étais chez moi, avec ma vie modérément contrôlée, mon travail, mon hypothèque, mes problèmes et mes joies, une simple spectatrice de ce qui se passait autour de moi.

Ma fille était alors en Inde, et en voyant Internet elle hallucinait et me disait qu'en Espagne quelque chose d'important se passait. Le jour même où elle rentrée de son voyage, elle et son petit ami étaient dans le camp installé à Sol. Elle me farcissait la tête en me racontant tout ce pourquoi ils luttaient. Ensuite elle me disait qu'elle allait agir contre une expulsion, après négocier avec la banque pour les expulsés, et je lui répondais de faire bien attention et qu'elle reste en arrière pour ne pas avoir de problèmes avec la police. Elle passait beaucoup de temps dans les assemblées et elle allait à beaucoup de manifes.

Je ne me souciais que d'elle, sans me rendre compte de la tâche si importante que les indignés faisaient. Et les politiciens disent maintenant qu'ils ont sorti une loi pour aider les personnes expulsées en « situation de nécessité extrême » et, avec beaucoup d'autres, ils se sont accroché une petite médaille, sans reconnaître que ce sont eux qui ont provoqué ce chaos. Eux qui lors des campagnes électorales avaient la tête pleine de bonnes idées qui se sont avérées cauchemardesques.

Mais maintenant, je vois que les premiers qui ont tiré la sonnette d'alarme se sont les gens du 15M, qui ont fait face à la police et ont affronté les hommes politiques, en risquant gros pour nombre d'entre eux. Grâce à eux, les médias nous informent tous et ce mouvement est devenu mondial, en dépit des critiques de ceux qui étaient très bien dans cette société. Maintenant, quand moi aussi je suis touchée par les tentacules de la crise, comme beaucoup d'Espagnols, je réfléchis et me rends compte que lors de cette importante journée du 15M, je n'y étais pas, mais je me sens fière que ma fille y était oui et beaucoup d'autres comme elle. Quand je serai vieille, je veux être comme ma fille. Merci à tous ceux qui ont franchi ce pas, comme citoyens.

1 - 3 *Multinationale et gouvernement autonome versus les licenciés (il y a 5 ans) les ex travailleurs de Delphi qui occupaient la Délégation du gouvernement d'Andalousie à Cadix ont été expulsés (CGT Andalousie, 01.02.13).*

Après une occupation de cinq heures, 4 représentants syndicaux des ex travailleurs de Delphi [multinationale de l'automobile, ce bulletin N° 18, 31.03. 07 N° 19-20, 23.05. 07] ont été délogés par la police à la demande du gouvernement andalou, ce gouvernement "progressiste" du PS [dit ouvrier espagnol] et de la Gauche uni.

Commentaire: le problème vient d'un document stipulant à la date du 4 juillet [fête nationale des USA] 2007 un accord entre, Delphi Automotive Systems España [DASE], SL, administrateurs judiciaires de DASE ("DASE"), représentants des travailleurs DASE, et les syndicats de DASE (CGT, Commissions, UGT, USO) et le gouvernement andalou.

La présente lettre confirme la volonté de Delphi Automotive Systems (Holding) Inc ("DASHI") de fournir volontairement des fonds à Delphi Automotive Systems España, SL, ("DASE") d'un montant ne devant pas dépasser cent vingt millions d'euros (€ 120 millions d'euros) pour le licenciement collectif¹ [...]

Cet accord a été claironné sur tous les tons dans tous les médias à l'époque.

Depuis tous les travailleurs licenciés (1.600 en emplois directs et 4.000 en sous-traitance, non inclus dans l'accord) n'ont pas touché l'ombre d'un centime. En plus, les autres entreprises importantes de la région sont également en crise, d'où la rage actuelle chez les ex travailleurs de Delphi.

Et maintenant qu'est-ce qui se passe ? [...]

Le collectif de Delphi est aujourd'hui un groupe de chômeurs qui doit impulser la lutte contre le chômage dans la baie de Cádiz [voir I -4], la mobilisation et la révolte du peuple de la région de Cadix contre une situation insupportable de chômage, de misère et d'abandon.

Tract de ce collectif

AU PEUPLE DE CADIX *Nous les membres des organisations et les collectifs signataires, nous désirons exprimer ce qui suit:*

1° Nous en sommes dans la province de Cadix à une situation insoutenable. 233.600 personnes au chômage (40,6 % de la population active), ce qui touche les femmes en particulier (45,4 %, pour le taux de chômage féminin) et la jeunesse (29.000 qui cherchent un emploi). Des chiffres qui nous remplissent de rage et d'indignation car ils indiquent la

¹ Traduit de l'original en anglais.

dégradation de nos conditions de vie, l'exclusion, la misère, la mort du tissu productif de la Baie de Cadix, l'absence d'espoir. Cadix se meurt.

2° Le collectif des ex travailleurs de Delphi lutte depuis 5 ans pour l'emploi. Ils n'ont jamais été des "privilegiés", mais des travailleurs en LUTTE POUR LEURS DROITS ET SURTOUT POUR FAIRE APPLIQUER UN ACCORD POUR LEQUEL LE GOUVERNEMENT ANADALOU S'EST ENGAGÉ à créer 4.000 emplois entre 2007 et 2009 (embauche du personnel de Delphi, et des chômeurs de la baie), et pour 2009-2013, 8.000 postes de plus. La lutte du collectif de Delphi a été et est une lutte pour l'emploi dans la baie de Cadix. [...] C'EST UN PROBLEME DE TOUS ET DE TOUTES.

3° Nous devons ouvrir un chemin à l'espoir. Nous en avons marre d'entendre des mots et des promesses de nos politiciens d'ici et d'ailleurs, et pas de solutions aux réalités. [...]

C'EST POURQUOI, NOUS DEMANDONS AU PEUPLE DE CADIX DE D'APPUYER ET DE PARTICIPER À LA MANIFESTATION À L'APPEL DU COLECTIF DE TRAVAILLEURS DE DELPHI ET DE SES SYNDICATS, LE 16 FÉVRIER,[...]

1 - 4 La grève générale du 14 novembre 2012 en Espagne

Les médias espagnols et internationaux n'ont pas caché l'ampleur de la protestation. Ce qui est important c'est d'aller plus en profondeur.

En effet, les manifestations regroupaient tout aussi bien le PS (« ouvrier espagnol », un qualificatif officiel mi sarcastique mi machiavélique) coresponsable avec la droite (toutes tendances confondues, le PP, parti populaire) des erreurs économiques, de la corruption généralisée et du néo libéralisme de plus en plus accentué, et aussi la Gauche unie (Izquierda Unida), dans bien des cas complice de l'alternance entre le PS et le PP pour mener la politique.

Et il y avait –souvent nettement séparés du groupe précédent- les partis et les groupes plus à gauche et les syndicats alternatifs, le 15M (les indignés). Ils étaient 100.000 à Barcelone, fort nombreux à Madrid, 10.000 à Grenade, etc. Suivant les villes il se rassemblait dans un bloc anticapitaliste. Ce fut le cas à Gérone, 4.000 manifestants dans le bloc contre presque autant pour les deux syndicats officiels Commissions et UGT (partenaires du patronat depuis des quinquennats), avec les slogans « Pour le partage du travail et de la richesse. Grève générale anticapitaliste! Ça suffit de négocier, c'est le moment de lutter ». Slogans approuvés par une partie du cortège « officiel ».

Cette grève a contribué à libérer la parole à la base, par exemple à Puerto Real (près de Cadix, 40.000 habitants, ville ouvrière touchée par la crise) où les personnes âgées bien comme il faut (comprendre formées, formatées par le fascisme catholique franquiste et la Transition anesthésiante depuis 1976) protestent aussi bien dans une église ou au café du coin (un garde civile retraité).

Il demeure, cependant, tout un pan de la société tout-à-fait désemparé comme le démontrent les trois suicides au moment de l'expulsion de leurs appartements, alors que les indignés font des barrages protecteurs (si on les contacte) depuis plus d'un an. À Puerto Real, par exemple, les militants syndicaux alternatifs découvrent un quartier où les gens n'ont plus l'électricité depuis un an, parfois l'eau également a été coupée, et les habitants (qui survivent de coquillages ramassés sur le littoral) sont murés dans la noirceur de leur détresse. Frank et René, 20.11.12.

1 - 5 Usines récupérées et autogestion dans la nouvelle réalité espagnole José Luis Carretero Miramar²

(Traduction du castillan par Richard Neuville, <http://alterautogestion.blogspot.com/>)

Avec la situation de crise financière et économique, l'État espagnol a commencé à réduire très sérieusement sa voilure. Ainsi la fermeture d'entreprises et les licenciements se sont succédé –et continuent à se succéder - laissant une traînée de chômeurs. Dans la fièvre de protestations et de résistance, la transformation sociale (avec l'autogestion comme élément central) s'exprime avec force dans l'horizon en Espagne.

Il y a à peine cinq ou six ans, parler d'entreprises récupérées ou de coopérativisme en Espagne aurait été manier des concepts non seulement marginaux sinon profondément éloignés des intérêts et expériences de la grande majorité de la population. Dans le cadre de la société de la bulle financière, la consommation débridée et la « fête » de la jeunesse, personne n'envisageait - ou seulement des groupes réduits ou très localisés géographiquement- la nécessité de travailler par soi-même dans une perspective horizontale ou éloignée du modèle capitaliste.

Marinaleda ou Mjava-scriptón étaient des expériences autogestionnaires de dimension globale, mais ce qui est sûr, c'est que l'immense majorité de la population hispanique restait profondément éloignée des valeurs qui les sous-tendaient.

Cependant, il n'en fut pas toujours ainsi. Sans devoir remonter aussi loin que les collectivisations, qui surgirent au cours de la guerre civile de 1936-39 (qui couvraient une grande partie de l'industrie, des services et l'agriculture de la zone républicaine), dans le scénario de la Transition espagnole du franquisme à la démocratie, dans les années 70, l'expérience de récupération d'entreprises par ses travailleurs à joué un rôle marquant.

C'était des temps de crise, de fractures et de grands mouvements populaires. C'est au cours de cette période qu'émergèrent des expériences comme celle de Númax, une usine de matériel électrodomestique autogérée par les ouvriers en réponse à la tentative de fermeture illégale de la part des patrons, dont l'expérience est restée incarnée dans deux films documentaires Joaquín Jordá : Númax vit et 20 ans ce n'est pas rien.

Certaines des expériences de ces années ont survécu malgré tout jusqu'à aujourd'hui, comme l'entreprise barcelonaise Mol Mactric, capable de réaliser aujourd'hui les châssis d'une ligne du Metro de Barcelone, le train et des centaines de machines industrielles pour des entreprises comme General Motors ; ou l'imprimerie Gramagraf, occupée il y a 25 ans, et qui aujourd'hui appartient au groupe éditorial coopératif Cultura 03.

Mais la transition s'est achevée. Et, elle a produit un grand fiasco. Les principes essentiels du régime franquiste ont été maintenus dans ce qui a consisté en une simple réforme politique qui a intégré le pays dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN, et qui si elle a concédé certaines libertés publiques, n'a pas remis en cause les mécanismes essentiels de répartition du pouvoir économique et social. Les grands mouvements populaires ont périclité et le « désenchantement » et le cynisme se sont substitués à l'expérimentation et à la lutte. Les propositions autogestionnaires n'ont pourtant jamais disparu mais elles ont été reléguées dans un espace purement marginal.

Et, il en fut ainsi pendant que la société de la bulle financière et sa consommation débridée et irresponsable est restée de vigueur. Comment ? Fondée sur le crédit et la surexploitation du travail des immigrés et des jeunes, grâce à la précarisation des conditions de travail et la conformité d'une législation relative au statut d'étranger, l'activité dissimulée et sans droits s'est (de fait) développée.

² Membre de l'Institut de Sciences Economiques et de l'Autogestion – ICEA. Madrid, Espagne

A l'arrivée de la crise financière et économique actuelle, les structures se modifiaient et tout évoluait : l'explosion du taux de chômage atteignant des niveaux extrêmes jamais vus précédemment dans la société espagnole et la dégradation rapide du tissu productif et entrepreneurial - à l'éclatement de la bulle immobilière - ont généré une situation radicalement nouvelle qui a impliquée le début de grandes transformations économiques mais également socioculturelles.

Le chômage et une nouvelle pauvreté contraignaient de larges couches de la population vers l'économie dissimulée et l'encaissement des maigres subsides d'un État de Bien-être, qui n'est jamais parvenu à se développer en Espagne à un niveau équivalent à celui des pays centraux de l'Europe.

Les extrêmes (plus précisément, extrémistes) ajustements, mis en œuvre par les pouvoirs publics face au déclenchement de la crise de la dette externe générée par la socialisation des dettes privées des entités financières, ont provoqué l'effet qu'il fallait attendre : l'État espagnol est devenu un gigantesque champ de ruines économiques où les fermetures d'entreprises se sont succédé et où de larges secteurs de la population ont commencé à être exclus de l'activité productive.

C'est dans ce contexte que les succès du 15 mai de 2011 ont éclaté et que le « Mouvement des Indignés » a fait irruption avec force et que les premières tentatives massives de résistance se sont exprimées face au processus de décomposition sociale imposé par les dynamiques néolibérales de l'UE et les gouvernements espagnols.

Dès lors, l'architecture politique de la société est redevenue un élément débattu et discuté publiquement. La politique a récupéré une certaine centralité dans les conversations quotidiennes et dans l'esprit d'une majorité de la population. Parler maintenant de mobilisations, de résistance ou de transformation sociale (avec l'autogestion comme élément central) est redevenue possible.

Déjà, dans les mois précédents, en plein déploiement de la crise, les germes et les semences de cette nouvelle situation s'étaient développés. Et, le recours à la récupération d'entreprises par leurs travailleurs était redevenu crédible.

En ce sens, au tout début de la crise, près de 40 entreprises avaient été récupérées par les travailleurs et remises en fonctionnement sous statut coopératif, comme l'affirme la Confédération de Coopératives de Travail Associé (COCETA). Parmi celles-ci, nous pouvons relater des expériences comme celle de l'entreprise de robotisation Zero-Pro de Porriño (Pontevedra – NdT : Galice) ou celle de meubles d'agencement de cuisine Cuin Factory en Vilanova i la Geltrú (Barcelone), dans laquelle l'ancien chef a participé activement à la transformation en coopérative et, où tous les travailleurs se sont attribué un salaire égalitaire de 900 euros. L'entreprise métallurgique Talleres Socar à Sabadell (NdT : Banlieue de Barcelone) a également été mise en autogestion avec l'appui du propriétaire et reconvertie dans la coopérative Mec 2010.

Mais probablement, l'initiative la plus frappante et connue aura été la mise en marche par les ex-employé-e-s du journal à tirage national Público, qui a arrêté d'être édité en version papier le 23 février 2012, laissant 90 % de ses travailleurs à la rue. Ces derniers ont constitué la coopérative Más Público, qui tente d'obtenir un soutien social et financier pour continuer à publier le journal en version mensuelle.

Cependant, et malgré toutes ces expériences, on ne peut pas considérer que la voie de la récupération d'entreprises soit devenue quelque chose de naturel ou développée : les travailleurs, dans les situations de fermeture, continuent massivement à se satisfaire des prestations sociales que leur propose un État du Bien-être de plus en plus faible et contesté. Les difficultés liées au statut juridique des coopératives dans le droit espagnol, tout comme la quasi-absence de prévisions par rapport à la Loi d'adjudication, associée à une certaine

passivité alimentée par des décennies d'univers spéculatif et conformiste, constituent probablement des freins à la stratégie de récupération.

Ce qui assurément paraît de plus en plus évident, c'est le recours croissant au coopérativisme de la part de beaucoup de chômeurs qui, devant la situation d'anomie productive et d'absence d'expectatives pour retrouver un emploi, recourent à la possibilité de capitaliser une prestation de licenciement pour créer des entreprises autogérées. Les exemples sont innombrables (comme celui de la coopérative d'électricité renouvelable Som Energía, créée en décembre 2010) et, dans certains cas, ils démontrent des liens évidents avec les mouvements sociaux (comme ceux relatifs à la mise en œuvre d'expériences créées à l'image ou ressemblante à la Coopérative Intégrale Catalane, ou bien celles du milieu libertaire, comme celle de l'imprimerie graphique Tinta Negra - Encre Noire). Effectivement, entre janvier et mars 2012, 223 nouvelles coopératives ont été créées dans l'État espagnol.

Il n'y a pas de doutes. De nouveaux chemins sont en train d'être parcourus (NdT : tracés) par la société espagnole. Et, parmi ceux-ci, le chemin de l'autogestion commence à être de plus en plus courant.

2) Mémoire historique

2 – 1 Hommage à Agustin Garcia Calvo

Ce camarade libertaire (professeur d'université et linguiste acrat) nous a quittés ce jour et il est déjà corseté et momifié dans la presse ("ABC" et "El País") comme une sorte de penseur isolé, entouré d'érudition et de recherches peu accessibles.

Le plus important est notamment une interview assez récente de José María Sadia (*La Opinión*, Zamora, 10.07.011), dont voici quelques extraits.

[<http://www.editoriallucina.es/cms/agustin-garcia-calvo/entrevistas/el-movimiento-15-m-debe-perder-el-miedo-para-acabar-con-la-democracia.html>]

► Dans votre allocution à la Puerta du Sol [19.05.11], vous rappeliez aux jeunes le mouvement de mécontentement que vous avez vécu il y a plus de quarante ans...

Le plus vivant et ce qui a le plus de valeur dans cette rébellion de gens moins formés – les appeler jeunes me semble du fascisme- c'est que ceux qui ont commencé cela ne savaient pas ce qu'ils faisaient. L'important est qu'ils n'obéissaient pas à des plans prévus, mais que ça leur venait de plus bas, d'un mécontentement contre le régime du bien-être, celui que nous subissons et qui nous fait souffrir ces dernières années. La suite a penché vers le désir de faire quelque chose de réel et de réaliste obéissant aux mêmes méthodes et trucs que le régime lui-même utilise normalement. Tant et si bien que les assemblées cessent d'être libres et innombrables et deviennent des congrès et des parlements de ceux qui commandent. Mon attitude depuis lors a été, avec quelques uns d'entre eux [des indignés], de chercher à maintenir le sens originaire que j'ai salué le 19 mai, cette arrivée inattendue de la manifestation du mécontentement général.

► Vous dites que le terme « futur » est un alibi du régime politique de notre époque, que proposez-vous come alternative?

► *Ce n'est pas un alibi c'est un besoin. Essaie de t'imaginer l'argent fonctionnant sans futur ou un État qui consisterait en autre chose que la planification et la prévision. Il ne s'agit pas d'un alibi, c'est une nécessité pour le maintien de cet ordre qui consiste à changer pour continuer à faire la même chose. Quand quelque chose d'en bas, du Peuple, se soulève contre eux, il est évident qu'on ne peut pas envisager un quelconque futur. Pour pouvoir faire quelque chose, il faut l'inventer et le trouver, sans l'avoir prévu. Les mécontents ne peuvent*

pas utiliser les trucs de la démocratie: ni se compter, ni voter pour eux-mêmes, ni avoir le succès des grandes manifestations qui plaisent à la télévision.

► Ne croyez-vous pas qu'ils sont sûrs de pouvoir changer le système politique actuel...

Il ne s'agit pas de croire, la foi appartient au régime. Dans l'antiquité c'était la foi religieuse et la foi actuelle c'est l'argent, l'ordre et la démocratie. Chez les gens d'en bas, ce qui se passe c'est qu'il y a une dissidence d'attitudes entre ceux qui se rassemblent dans les assemblées. D'un côté, une majorité qui va tendre à marquer un but et un futur, et organiser des manifestations et des choses comme ça. De l'autre, on continue à sentir que ce n'est pas survenu pour obtenir des revendications du pouvoir.

► Au jour d'aujourd'hui pensez-vous que la révolution 15-M a servi à quelque chose?

S'il a servi à quelque chose? Évidemment. Entre autre, la répercussion qu'il a eu dans le monde développé structuré par la démocratie, au Danemark, à New York... Ça a servi à démontrer que ce n'était pas une "petite chose" espagnole et une réclamation contre un règlement du travail, mais autre chose qui allait plus à fond. Une rébellion contre le régime du bien-être [pas] sans plus, [mais dans son] entier. C'est ce qu'il a mis en relief et ça ne s'efface pas. Cela n'est pas mort. Ce jeudi dernier je suis retourné pour tenter de maintenir le sens originaire du mouvement avec d'autres personnes.

► Le mouvement spontané qui a surgi, va-t'il renverser le régime dont vous parlez?

Ne me demandes pas de faire des prophéties... Le spontané est équivoque. Ça n'a pas été spontané, ça a surgi du raslebol de ce régime. C'est sorti de ce qu'on appelle le peuple, qui n'existe pas, grâce à cela nous ne sommes jamais tout-à-fait contents. Ça doit continuer à surgir face à un régime où l'État et le capital se confondent. L'important est que dans les rébellions contre le régime il ne peut y avoir de réclamations particulières, c'est vers sa chute qu'on va. Bien entendu ça ne va pas se faire du jour au lendemain et il n'y a pas de raison de l'espérer, il ne reste donc qu'à continuer patiemment, en essayant de découvrir les tromperies de la démocratie, car la première action c'est contre cette foi nécessaire au capital et à l'État.

2 – 2 In memoriam: Juan Pérez Silva, le fils de la Libertaria

Le 31 octobre 2012 "Juan l'électricien", comme le connaissaient ses voisins, a pris ses valises pour toujours. Nous saluons un amant de L'Idée: un travailleur, un paladin de la justice, l'un des nôtres, nos héros sont ainsi, des femmes et des hommes simples qui défendent la liberté, l'entraide et la justice jusqu'à leur dernier souffle. Celles et ceux que nous respectons sont des défenseurs de la personne nouvelle, d'un futur de justice, d'égalité, de solidarité et de fraternité.

Cristina Plaza Aguado, *Rojo y Negro Digital*, 04.11.12.

Juan [N°44-45, 27.09.10] était le fils de Miguel Pérez Cordón (journaliste de la CNT tué en 1939) et de María Silva Cruz "La Libertaria" disparue enceinte en 1936 par les fascistes catholiques [rescapée du massacre de Casas Viejas, voir N° 4, 08.04.06; N° 6, 15.06.06; N° 15, 17.02.07] et donc le petit-fils de Francisco Cruz Gutiérrez, Seisdedos assassiné par la garde civile et la garde d'assaut (appliquant les ordres stricts du premier ministre Azaña, un intellectuel de gauche et maçonnique) à Casas Viejas en janvier 1933.

2 - 3 Cipriano Mera toujours calomnié 73 ans après...

Les éditions Coquelicot de Toulouse ont édité fin 2012 *GUERRE, EXIL ET PRISON D'UN ANARCHO-SYNDICALISTE Cipriano Mera*. Le livre est recensé dans le Monde diplomatique et un lecteur ressasse la hargne du PC contre Mera qui appuya le Conseil de

Segismundo Casado, renversant en mars 1939 le gouvernement inepte de Juan Negrín un militaire républicain qui tenta des pourparlers avec les franquistes pour l'évacuation des personnes de gauche les plus compromises. Trois divisions communistes attaquèrent d'abord le Conseil et la division de Mera put les vaincre; tout ce qui restait de l'armée républicaine se rallia à Casado.

D'où la rengaine de trahison colportés par les communistes, oublieux qu'ils étaient admirateurs du pacte d'alliance Hitler Staline et de l'invasion de la Pologne.

En bonne logique matérialiste historique, soit les traîtres sont tous ceux qui ont traité avec des fascistes en 1939-1941 (et aucun communiste n'est indemne); soit il fallait traiter avec des fascistes est Cipriano Mera est un précurseur !

Plus sérieusement, les nostalgiques des goulags léninistes, comme les passionnés de la Sharia, sont des personnes qui (comme toutes les autres) ont le droit de s'exprimer, mais dont les idées sont trop souvent cloacales.

3) Sacré pays

3 – 1 *le médecin du Madrid Arena [Viñals, 77 ans, ex conseiller de la Santé du parti populaire à Madrid] n'était pas habilité à exercer par le Collège des médecins qui le confirme par un communiqué (Público, 13/12/2012).*

La municipalité madrilène de droite a multiplié le jmenfoutisme (bien illustré par le médecin de garde) en organisant une "Thriller Music Park" le 31 octobre 2012, avec quelques 10.000 personnes dans une salle non adapté à ce nombre, des vigiles pas vraiment professionnels. Bilan 5 mort (piétinés par la foule et une centaine de blessés. Voir « Fête, fric, fusée et panique mortelle » (http://www.fondation-besnard.org/article.php?id_article=1712).

3 – 2 *Le réseau familial se déchire. La troisième âge dépasse les jeunes sur le plan des capacités de dépenses à cause de la crise. Les personnes âgées sont devenues le soutien principal de milliers de foyers. L'aide des parents comme soupape de sécurité économique commence à s'épuiser Amanda Mars, El País, 25.11.12.*

[...] Dans un pays d'aveugles, un borgne devient roi et dans un pays de plus en plus appauvri, comme l'Espagne, les pensionnés et les retraités sont une sorte de réseau de sécurité économique pour contenir les ravages de la crise. [...]

Il y a maintenant 1,7 millions de foyers dont les membres actifs sont en chômage, selon la dernière enquête sur la population active. Parmi ces cas, Les plus de 65 ans qui entretiennent tout un foyer étaient en 2010 7,8 % contre 1,6 % en France, 0,8 % en Grande Bretagne.

Commentaire: à la louche, si on prend 2,5 adultes par foyers (vu la tendance récente à vivre chez un membre de la famille proche propriétaire, plutôt que de louer), on aurait 4.200.000 personnes affectées. 8 % dépendraient des revenus d'un retraité, soit environ 330.000.